# la cause du peuple

nouvelle édition

N°16 septembre 2012

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire


# Unis dans la lutte!





# Unis dans le FRAP!









Déjà plus de 4 mois que Hollande est président de la République. Les patrons des grandes entreprises continuent de licencier, de fermer les entreprises, bref de mettre en œuvre les plans de restructuration déjà prévus avant la campagne électorale.

# l'éditorial

**L'emploi**

Rien qu'en juillet, il y a eu 41 300 demandeurs d'emplois supplémentaires. A la rentrée de septembre, le chiffre des personnes n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) est de près de 3 millions ; le nombre d'inscrits au Pôle Emploi et en recherche active est maintenant de 4 733 000. Ne sont pas comptés ceux qui ont renoncé à chercher un emploi, les 1 à 1, 5 millions de personnes touchant le RSA et au moins 500 000 qui n'ont aucune aide. Le chiffre réel des chômeurs, ou ceux sans emploi non répertoriés, se situe entre 6 et 7 millions. Sans compter ceux qui ne sont pas au chômage mais qui n'ont qu'un CDD à temps partiel, dont beaucoup de femmes, les retraités de plus en plus nombreux qui ne peuvent joindre les deux bouts et qui doivent faire des petits boulots. Il y a près de 10 millions de travailleurs pauvres (en dessous-du seuil de pauvreté), c'est-à-dire près de 35 % de la population active salariée. Ce ne sont pas les 150 000 emplois promis pour 2013 qui vont réduire le chômage qui va continuer d'augmenter.

**Le logement**

Le gouvernement a promis la construction de 150 000 logements par an. Pour l'instant ce ne sont que des promesses. Plusieurs camps de Rroms ont été démantelés (au bulldozer !). Un collectif de maires (Villeurbanne, Alfortville, Villeneuve d'Ascq, Roubaix, Gonesse, Conflans St Honorine, Livry-Gargan, Marseille) s'est formé pour justifier les expulsions en avançant, de façon hypocrite, une solution de relogement et d'insertion locale. Les Rroms ont dû abandonner leurs biens, n'emportant que quelques vêtements. On leur a proposé quelques nuitées dans les chaînes hôtelières qu'ils ont pour la plupart refusé, le but de la manœuvre étant de les disperser. La pratique de certains de ces maires dément leurs propos mais a préparé les interventions des forces de police, pilotées par le ministre de l'Intérieur, à Lyon, Villeneuve d'Ascq, Evry.

**La politique impérialiste au Moyen-Orient**

Obama est prêt à renouveler «l'expérience» irakienne en Syrie, appuyé par le «social-impérialiste» Hollande, sous prétexte d'aider le peuple opprimé par le dictateur anticommuniste. Ce qu'ils veulent, en réalité, c'est le remplacer par une clique à leur solde pour se rendre maîtres de la région, quitte à mettre à feu et à sang tout le Moyen-Orient, le Liban en particulier. L'objectif est de faire tomber par la suite la dictature fasciste iranienne pour la remplacer par un gouvernement à leur solde et liquider toute résistance en Palestine. La Turquie et Israël servent de forces supplétives, le Qatar et l'Arabie Saoudite de bailleurs de fonds aux impérialistes.

**Les impôts**

La façon de prétendre résoudre la crise du capitalisme, c'est d'en faire payer les conséquences au peuple. Selon ce raisonnement, la seule solution est d'augmenter les impôts et diminuer les droits acquis. Comme on dit, il y a deux poids deux mesures. Certes l'ISF va être augmenté, les tranches supérieures (au-dessus d'1 million) de l'impôt relevées, mais l'essentiel n'est pas là car ces impôts ne concernent qu'une infime minorité. Le prix des matières premières augmente et les taxes qui les frappent ne diminuent pas.

**Les licenciements**

Des plans de licenciements et de fermetures d'entreprises étaient prévus mais furent différés pour les élections. Et la liste est longue : Fralib, PSA, Arcelor-Mittal, Technicolor, Navimo, Petroplus, Carrefour, EON France, Sanofi, Laboratoire Fournier, General Motors, Rio Tinto, Meryl Fiber, Durisotti, Goodyear, Freescale, HP, SNCM, MBF Technologies, Renault, Conforama, Société Générale, Crédit Agricole, BNP Paribas, etc. En tout, c'est 45 000 postes qui pourraient être supprimés. A ce chiffre doit s'ajouter la perte de 35 000 emplois dans le secteur du BTP. L'heure est clairement à l'organisation pour mener la lutte de classe de l'avant.

**La gauche participe à la fascisation, à la mise en place progressive du fascisme moderne**

Le gouvernement «de gauche», pas plus que ses prédécesseurs, ne peut sauver le système capitaliste. Il est contraint de réprimer les masses. Il attaque les Rroms, met en place le quadrillage des banlieues, poursuit la politique de répression anti-immigrés malgré ses dénégations (identiques à celle de la droite). Cette politique «de gauche», sur le fond semblable à celle de droite, va «désespérer Billancourt» et apporter de l'eau au moulin du Front National. Cette politique va continuer à consolider le processus de fascisation de la société, processus que nous désignons comme formation du «fascisme moderne», qui se développe à des rythmes différents dans chaque pays d'Europe mais qui, sur le fond, assure la défense du capital financier. La bête immonde sort des entrailles pourries de la société. Outre la montée du Front National, apparaissent des groupes fascistes et néo-nazis plus ou moins puissants qui visent les immigrés, comme en Grèce.

**L'opportunisme de gauche**

Le Front de Gauche est impuissant ; ses critiques n'émeuvent pas le PS qui dirige

# sommaire


## Lutte de classe

★La lutte dans les usines continue ! *(p.3)*

## Antifa

★Devant la montée des périls, choisir son camp ! *(p.4)*

## (in)Justice de classe

★Georges Ibrahim Abdallah *(p.5)*

★La grève de la faim des prisonniers basques dans les prisons françaises *(p.6)*

★La révolte populaire à Amiens *(p.6)*

## International

★Tant de raisons pour soutenir la Guerre Populaire ebn Inde *(p.7)*

★Des échos du Canada : le «printemps érable» *(p.9)*

## Culture

★Bloody England ! Années 70 à 90. Années de misère. Années Tatcher *(p.10)*

★L'écho du fonds des mines *(p.11)*

★La cause et l'usage, petit film édifiant sur certaines moeurs électorales *(p.12)*

## Publication

★Pour un féminisme révolutionnaire *(p.12)*

sans partage. Les Verts au gouvernement mettent de l'eau dans leur vin, qui se transforme pour leurs militants en vinaigre. Quant à l'extrême-gauche officielle, ils n'ont aucune stratégie révolutionnaire et participent au cirque électoral bourgeois où les bonimenteurs débitent leurs bobards.

**Que faire ?**

Comme Marx et Engels l'ont avancé à leur époque, nous affirmons que les classes dominantes ne cèdent jamais le pouvoir de leur plein gré mais le défendent becs et ongles, de plus en plus violement.

Les exemples historiques sont nombreux, citons les plus connus : la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre de 1917 et la Révolution chinoise de 1949 ; pour notre pays plus particulièrement : la résistance antifasciste, mai 68 et les mouvements des années 70. Ces expériences historiques doivent nous servir de leçons.

Mais la révolution ne se trouve pas uniquement dans l'histoire. Elle est également vivante aujourd'hui, plusieurs mouvements de pays sont déjà plus avancés : Inde, Pérou, Turquie, Philippines, etc. ; et des mouvements secouent les pays impérialistes : Canada, Espagne, Grèce, Italie, etc.

Malgré une apparence de faiblesse, la classe ouvrière, le prolétariat et toutes celles et ceux qui ont intérêt à la révolution représentent 90 % de la population de la planète. Partout monte la révolte, avec la vague de fermetures d'entreprises et de licenciements, c'est le meilleur moment pour nous de relever la tête et reprendre nos affaires en mains ! C'est ainsi que nous pourrons commencer par opposer une résistance unie et radicale.

Pour que cette révolte ne nous fasse pas tomber dans l'abîme du fascisme, une organisation révolutionnaire est nécessaire, ainsi qu'un Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire (FRAP) et une force populaire pour résister aux attaques de l'Etat et des groupes fascistes. Par cette voie, nous pourrons construire une société où l'exploitation et l'oppression seront balayées et où chaque femme et chaque homme pourra s'épanouir sur une planète vivable pour toutes et tous. ★

# La lutte dans les usines continue !

A l'usine de **Fralib** dans les bouches du Rhône, la mobilisation a dépassé les 700 jours ! Les ouvriers et ouvrières mènent un travail quotidien de mobilisation du soutien populaire en multipliant les actions auprès de la population. Leur pétition de soutien a dépassé en août dernier les 14 000 signatures. Ils et elles restent bien décidés à ne pas se faire voler leur outil de travail !

**Groupe Doux** : A Graincourt dans le Pas-de-Calais, les ouvriers et ouvrières de l'abattoir ont relevé la tête. Malgré les corps brisés par les conditions de travail et malgré le moral entamé par les pressions des chefs, ils et elles ont repris les choses entre leurs mains pour s'opposer à la fermeture de leur site. Celle-ci a cependant eu lieu le 10 septembre. En tout, ce sont 1000 emplois supprimés et 3 sites fermés : Graincourt (Pas-de-Calais), la Vraie-Croix (Morbihan) et Le Pontet (Vaucluse). La mobilisation doit donc continuer pour exiger un emploi pour toutes les ouvrières et ouvriers licenciés.

**Technicolor** : A l'usine de Technicolor (Angers) de fabrication de décodeurs, les ouvrières et ouvriers restent mobilisés et continuent les manifestations contre le plan de fermeture de cette usine employant 351 personnes.

**Plyrosol** : A l'usine de Plyrosol (Marne) de contreplaqué, les 94 ouvriers et ouvrières récemment licenciés s'organisent et occupent l'usine par roulement pour empêcher les patrons de délocaliser les machines et le stock. «Il faut protéger notre outil de travail. Pas question de laisser sortir les stocks sans l'accord des salariés !» «Actuellement, nous avons pour 1 million d'euros de produits finis en stock».

**PSA** : A l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), les ouvrières et ouvriers se remobilisent en cette période de rentrée. Une Assemblée Générale est prévue pour le 11 septembre et un rassemblement est prévu le 29 septembre dans le quartier des 3000 à Aulnay-sous-Bois. L'ambiance est à la lutte contre la fermeture de l'usine employant plus de 3000 personnes.

Arcelor-Mittal : les hauts fourneaux du site de Florange ne seront pas remis en route avant la fin 2012. Mais rien ne garantit qu'ils redémarreront d'ici 2013. L'avenir du site et la lutte des ouvriers devraient donc revenir sur le devant de la scène très prochainement.

Sanofi : Sur les sites de Toulouse et de Montpellier, les salariés animent les «jeudis de la colère» pour s'opposer aux licenciements prévus (entre 1200 et 2500). La situation évoluera en fonction des annonces officielles du groupe. ★



# Devant la montée des périls, choisir son camp !

Pour poursuivre la restructuration du système capitaliste à l'échelle mondiale, la bourgeoisie a besoin du fascisme. La différence avec les années 30, c'est qu'il n'y a plus l'Union soviétique, ni de parti communiste puissant ayant une stratégie révolutionnaire. Pour autant, la bourgeoisie sait que la révolte gronde car la lutte de classe ne peut s'arrêter et existera tant qu'il existera des classes.

La mondialisation capitaliste, c'est la guerre entre les monopoles, c'est le pillage des ressources naturelles, l'augmentation exponentielle des budgets militaires et policiers, la désorganisation et le déséquilibre de la production, tant au niveau mondial qu'au niveau national. La modernisation de l'appareil de production n'a pour objectif que de réduire les coûts de production pour maintenir ou augmenter le taux de profit. Cette modernisation coûte cher. Elle permet d'augmenter la productivité du travail et de réduire la main d'œuvre. Ce processus entraîne une baisse du pouvoir d'achat d'une masse de plus en plus importante d'ouvriers, de salariés et élimine ou absorbe des milliers de petits capitalistes «qui succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes : d'autres part parce que leur habilité technique est dépréciée par les nouveaux procédés de fabrication. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la société.» (Le Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels).

La prolétarisation massive de la société concerne aujourd'hui l'ensemble de la planète, touche tous les peuples. Ce qui conduit à des «crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir [...] les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les prolétaires.» (idem).

C'est pourquoi, à l'époque où l'impérialisme est traversé par une crise d'une ampleur gigantesque, la bourgeoisie a de nouveau besoin du fascisme. Il faut cependant bien comprendre ce que cela signifie.

Le fascisme ne surgit pas d'un seul coup mais correspond à l'approfondissement de la crise de surproduction du capitalisme et ses conséquences : la montée du chômage, de la misère, de la lutte de classes. Le prolétariat et les couches populaires étant désorganisés, le processus de construction de l'appareil fasciste suit un processus plus lent aujourd'hui que dans les années 30 où, en plus de l'Union Soviétique, existaient de puissants Partis Communistes qui étaient une menace réelle pour le capitalisme.

Devant la faillite des politiques «libérales» de la bourgeoisie, appliquées par les gouvernements de droite, de gauche ou du centre, la bourgeoisie envisage de plus en plus d'avoir recours au fascisme. Les mesures qu'elle met en place sur le plan économique s'accompagnent de mesures «annexes» pour les faire «accepter» par la population. Cela entraîne la restructuration de l'appareil d'Etat bourgeois, la modification et la restriction du droit du travail, un encadrement policier, une mise au pas de la justice, l'adoption de lois liberticides, le développement du racisme et du repli sur soi communautaire d'une partie de la population.

Les partis fascistes, au début groupusculaires, dénoncent les aberrations du capitalisme et désignent comme boucs émissaires les immigrés, partent en campagne contre l'insécurité engendrée par la misère due à la crise. Les fascistes attaquent les partis bourgeois traditionnels. Ces derniers reprennent alors en partie les thèses des fascistes contre l'immigration, contre l'insécurité, la violence, etc. Le processus de fascisation de l'appareil d'Etat et de la société se met en route dans les conditions d'aujourd'hui : c'est le processus d'édification du «fascisme moderne».



Mais la montée des périls accélère ce processus rampant et prépare la dictature terroriste ouverte du fascisme qui n'aura pas les caractéristiques exactes du fascisme d'avant-guerre dont le summum a été le fascisme hitlérien, la barbarie nazie.

En Europe, dans tous les pays et à divers degrés, la montée des partis et organisations d'extrême droite se développe. En Grèce, la crise a provoqué le développement d'un parti ouvertement nazi, «Aube dorée». En Hongrie, outre le gouvernement d'Orban que l'on peut qualifier de fascisme moderne, le Parti Jovik est ouvertement fasciste et raciste. En France, le Front National devient une menace fasciste réelle, et les organisations et groupuscules fascisants ou ouvertement fascistes, et même nazis, se multiplient.

Les dernières élections ont montré une nette progression du Front National et de ses idées. La victoire de la gauche réformiste aux présidentielles ne va pas résoudre la crise du capitalisme. La droite ne s'avoue pas vaincue et espère renouveler la politique d'alternance. Une partie encore minoritaire penche vers le Front National, la partie majoritaire est plus pour une cohabitation gauche-droite.

Le nouveau président multiplie les contacts avec les autres puissances impérialistes pour colmater les brèches du système capitaliste. Le mécontentement augmente dans la classe ouvrière et les masses populaires. Les illusions sur le gouvernement de gauche tombent peu à peu, bien qu'il y ait toujours un espoir qu'il parvienne à mettre un frein aux suppressions d'emplois, aux délocalisations. Il est peu probable que le président et le

gouvernement «de gauche» prennent des mesures radicales pour empêcher les licenciements et les fermetures d'entreprise.

Le gouvernement, quel qu'il soit, ne pourra empêcher ces plans s'il ne prend des mesures radicales, à savoir saisir l'appareil de production en l'exproprian sans indemnités ainsi que les grands moyens d'échanges et les banques, c'est-à-dire en socialisant les secteurs dont dépendent des centaines de milliers d'emplois dispersés dans des milliers d'entreprises. C'est la seule solution, mais ils ne le feront pas car ces mesures sont des mesures socialistes que seul un mouvement populaire basé sur les intérêts de la classe ouvrière et doté de perspectives révolutionnaires peut mettre en route.

Aujourd'hui, la nécessité d'une révolution prolétarienne est la seule réponse possible en face de la montée des périls. Chacun doit choisir son camp aujourd'hui : il n'y a que deux options possibles, soit choisir le camp du fascisme, soit celui de la révolution.

La social-démocratie et le réformisme ne font que décevoir la classe ouvrière et les autres travailleurs. Ils sont un frein à la formation d'un véritable mouvement révolutionnaire, d'une direction révolutionnaire. Ils sont opposés à la constitution d'un Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire (FRAP).

A nous, dans le feu de la lutte de classe, de forger le FRAP et de développer les axes principaux que sont le Front Ouvrier, le Front du Logement et le Front étudiant tout en continuant le travail pour un féminisme révolutionnaire, l'anti-impérialisme et l'antifascisme ! ★

# Georges Abdallah, résolu et implacable. Respect !

La commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté a motivé son avis négatif [pour la libération du camarade Georges Ibrahim Andallah],

- parce que Georges Abdallah, qui *reconnaît la gravité des faits*, les *revendiquent comme des actes de guerre et de résistance*…

Rappelons que pendant la seconde guerre mondiale, nos résistants à l'occupation de notre pays étaient appelés «terroristes» par le gouvernement pétainiste. Certains d'entre eux avaient même leur portrait placardé sur les murs de la ville…

Rappelons également les termes employés par Yves Bonnet, responsable de la DST à l'époque de l'arrestation de Georges Abdallah, dans une interview donnée par la Dépêche du Midi le 7 janvier 2012 : «Je considère qu'il avait le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme des actes de résistance.»

- parce que *son engagement demeure intact*…

Rappelons-le, Georges Abdallah est un résistant.

Sur le terrain des luttes, son engagement n'a pas failli et 28 ans d'incarcération n'ont pas ébranlé ses convictions. Sa solidarité avec les peuples en lutte et les prisonniers politiques s'est toujours exprimée.

- parce que *la commission estime que la force de ses convictions et de son engagement peuvent, si le contexte politique s'y prêtait, conduire Georges Ibrahim ABDALLAH à se comporter à nouveau en activiste résolu et implacable*…

Faudrait-il, si de nouveau son pays est agressé, qu'il reste les bras croisés ?

Faut-il donc rappeler les 25 000 morts tombés au Liban lors de l'invasion impérialo-sioniste de 1982 ?

D'autre part, les détenus seraient jugés sur un potentiel d'intention ? ? ?

Rappelons qu'en 2008, suite au vote de la loi Dati sur la rétention de sûreté, le syndicat de la magistrature s'était élevé contre et une pétition contre «la perpétuité sur ordonnance» avait été signée à l'époque. Extrait : …*pour la première fois dans notre droit, des individus pourront être enfermés sur décision judiciaire non pour sanctionner des actes délictueux ou criminels, mais pour anticiper des actes qu'ils n'ont pas commis* !

- *La commission émet, en conséquence, un avis défavorable à la demande de libération conditionnelle de Georges Ibrahim ABDALLAH.*

En 2009, cette commission, avait également formulé un avis négatif donnant exactement les mêmes raisons…

Rappelons la composition de cette commission :

*Selon l'article R. 61-8. la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté est composée : d'un président de chambre à la cour d'appel, d'un représentant du préfet de région, d'un représentant du directeur interrégional des services pénitentiaires, d'un expert psychiatre, d'un expert psychologue, d'un représentant d'une association nationale d'aide aux victimes et d'un avocat, membre du conseil de l'ordre.*

Et la question se pose : l'avis de cette commission n'est-elle pas aux ordres de l'État, et/ou à ceux de la partie civile, c'est-à-dire des États-unis ?

L'avis consultatif de cette commission pluridisciplinaire est obligatoire, les juridictions de l'application des peines ne pouvant pas accorder une libération conditionnelle sans l'avoir préalablement recueilli.

Le tribunal d'application des peines audiencera le dossier dans les mois qui viennent.

**Ne lâchons pas notre mobilisation.**

**Ne lâchons rien !**

**Georges Abdallah doit être libéré !**

Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Andallah ★

liberonsgeorges.over-blog.com



# La grève de la faim des détenus basques dans les prisons françaises

En août, les détenus ont voulu montrer leur solidarité avec un prisonnier souffrant d'un cancer, qui réclame une libération conditionnelle pour raisons de santé.

Plus d'une vingtaine de prisons françaises ont été touchées par des grèves de la faim ou «refus de plateaux» de détenus basques, en solidarité avec un prisonnier en Espagne qui réclame sa libération conditionnelle pour raisons de santé. Le mouvement a pris la forme de «grèves de la faim ou de refus de plateaux».

Selon Gabi Mouesca, porte-parole d'Herrira, mouvement né en février en Espagne et en France pour la libération des prisonniers politiques basques et le retour des réfugiés dans le cadre du processus de paix,»91 prisonniers basques étaient mobilisés lundi dans 23 prisons françaises».

Les détenus veulent montrer leur solidarité avec Iosu Uribetxeberria, détenu en Espagne, qui souffre d'un cancer et qui a entamé une grève de la faim mercredi pour obtenir une libération conditionnelle «en raison de la gravité de son état», selon Herrira. Le mouvement de détenus revendique désormais la remise en liberté de 14 prisonniers incarcérés en Espagne dont le processus vital est engagé.

«Nous ne demandons que l'application de la loi. Les textes pour gérer ce genre de situation de fin de vie existent en droit français, en droit espagnol et en droit européen. Ils prévoient la libération des prisonniers dont le processus vital est engagé et dont les conditions de détention sont incompatibles avec leur état de santé», ajoute Gabi Mouesca, un ancien membre d'Iparretarrak emprisonné pendant 17 ans pour activités terroristes au Pays basque français et président de 2004 à 2009 de l'Observatoire international des prisons (OIP).

Plusieurs rassemblements se sont tenus, notamment à Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques) et à Saint-Sébastien (Espagne). ★




# Révolte populaire à Amiens

Le 9 août dernier à Amiens, Nadir est mort dans un «accident» de moto. La famille se réunit pour un repas de deuil. Les CRS quadrillent le quartier et contrôlent très agressivement un jeune conduisant en sens interdit.

*«Mon père et mon oncle sont sortis pour leur demander de partir et respecter notre deuil. Puis ça a dégénéré, la BAC nous a gazés avec des bombes lacrymogènes alors qu'il y avait des femmes et des enfants.»*

Après les déclarations du ministre de l'Intérieur «socialiste», la police se sent appuyée et certains policiers deviennent des cow-boys et ont la gâchette facile. Ce qui provoque de légitimes révoltes, comme à Amiens et l'emploi de moyens d'autodéfense.

Après un entretien avec Valls, la mère de Nadir exprime le sentiment des habitants du quartier : *«Il n'a parlé que des policiers blessés pour dire que c'était intolérable. Il ne s'intéresse pas au fait que les policiers nous traitent comme des animaux. Ils nous ont gazé, caillassé. C'est pour ça que les jeunes du quartier sont en colère. Et, ça il n'en parle pas. Il ne fait que condamner les violences»*

La population des quartiers où ont eu lieu ces révoltes disent : *«Rien n'est fait pour les jeunes, pas de travail, pas d'argent. Que fait le gouvernement pour l'emploi ? Rien !»*

Dans ces situations d'abandon total de zones entières, la seule façon pour survivre ce sont les petites combines, la débrouille. Alors avec le développement des trafics, on envoie la police, on quadrille les quartiers dit «difficiles». Mais ce qui est difficile, c'est de survivre dans ce système ! ★



# Tant de raisons pour soutenir la Guerre Populaire en Inde

Depuis le soulèvement de Naxalbari en 1972, la **Guerre Populaire** dirigée par les forces maoïstes n'a pas cessé. Depuis 2004, elle connaît même un **nouveau développement** avec la création du Parti Communiste d'Inde (maoïste) [PCI(m)], fruit de l'union des principaux groupes maoïstes.



Aujourd'hui, l'Armée Populaire de Libération dirigée par le PCI (m) est présente sur **un tiers du territoire indien,** ce qui a permis dans certaines régions de développer la démocratie nouvelle. Dans ces zones libérées par les révolutionnaires, les problèmes ne sont pas posées en terme de garantir les profits des multinationales, des propriétaires terriens et des intermédiaires mais plutôt de **garantir une amélioration des conditions de vie**:

mise en place de **centres de santé** (le taux de mortalité infantile est près de 13 fois supérieur à celui de la France),

★ développement d'une **éducation accessible à toutes et tous** (26% d'analphabètes – 18% pour les hommes et 35% pour les femmes),

★ construction de canaux d'irrigation pour améliorer l'**indépendance alimentaire** (en 2000, 70% de la population en dessous du seuil de pauvreté calorique),

★ garantie de l'**accès à la terre** (le système semi-féodal est toujours en cours),

★ **préservation de l'environnement** (pollution des sols par les compagnies minières, assèchement des eaux par les usines comme Coca-Cola, cultures OGM de coton improductives, construction d'un réacteur nucléaire par Areva sur une zone sismique),

★ **abolition des castes** (plus de 6200 crimes et délits contre les intouchables),

★ **égalité hommes/femmes,**

★ etc.

Plutôt présent dans les zones rurales, les révolutionnaires se sont f**ermement opposés à l'accaparement des terres et des ressources** par les grandes sociétés multinationales minières (à Singur, Nandigram et Lalgarh notamment) conduisant à l'appauvrissement des populations locales et à la destruction de l'environnement dont elles tirent leur subsistance.

Suite à cette résistance légitime, l'Etat indien a décidé en 2009 de lancer une **offensive contre sa propre population**: l'opération «Green Hunt». Plus de 100 000 soldats et paramilitaires ont donc été envoyés dans les zones contrôlées par les maoïstes. De nombreux rapports issus de personnalités et d'organismes divers mettent aujourd'hui en avant les tortures, massacres et disparitions commises par les forces armées gouvernementales.

Une partie des intellectuels, des pacifistes, soutient ou sympathise avec les maoïstes et proteste contre les **assassinats de dirigeants, de militants** et dénoncent les exactions, massacres, viols exercés contre les civils par l'armée indienne. L'influence des révolutionnaires dans les villes commence à grandir.

Cette année 2012 a été témoin d'une augmentation de la **colère des masses indiennes**: plus grosse grève générale de l'histoire en février, soulèvement dans l'usine Suzuki et Regency KC, …

Pays émergent de plus d'un milliard d'habitants, l'Inde a des visées impérialistes en Afrique, comme la Russie, la Chine et le Brésil. D'un autre côté, elle facilite grandement **l'implantation des sociétés multinationales** en créant des Zones Economiques Spéciales où le droit du travail est modifié et où les terres, l'eau et l'électricité sont très peu cher voire gratuit. Les répercussions sont dramatiques. L'exemple le plus frappant est sûrement celui de la ruine de dizaines de milliers de paysans devenus dépendants du coton transgénique. Depuis 25 ans, 200 000 se seraient donné la mort pour échapper à la misère (8 000 suicides par an!).



**L'impérialisme français** n'est pas en reste puisqu'il existe une Chambre de Commerce franco-indienne de 49 conseillers et un groupe d'avocats (UGGC) spécialisé dans l'assistance aux «entreprises européennes à leurs différents stades d'intervention sur le marché

indien.» En 1998, un partenariat stratégique a été établi entre la France et l'Inde autour de 3 axes: coopération nucléaire civile, coopération de défense, coopération spatiale. L'impérialisme français est en outre présent dans différents secteurs en Inde dont voici certains des principaux représentants: Dassault (armes), Thalès (aviation), Thompson (électronique), Areva (nucléaire), Total (énergie), Suez (eau), Carrefour (distribution), Danone (agroalimentaire), Lafarge (ciment), Michelin (pneus), Alstom (ferroviaire), Geodis (transport), L'Oréal, Sodhexo,…



Les actionnaires et patrons de ces entreprises **exploitent les ouvriers et travailleurs indiens**, profitent des bas salaires, de manque de droits sociaux, d'avantages multiples (prix des terrains, remise d'impôts et de taxes, etc). Les mêmes patrons exploitent ici en France les ouvriers et travailleurs, licencient à tour de bras, ferment des entreprises, augmentent les cadences. **Soutenir la guerre populaire est en fait soutenir ici et là-bas la lutte contre les mêmes patrons.**

Nous devons prendre exemple sur les **ouvriers de Michelin Clermont-Ferrand** qui se sont opposés à la construction d'une usine en Inde sur les terres des paysans pauvres. Dans leur communiqué, ils affirment: *«En Inde, un conflit terrible oppose un village d'Intouchables – les plus méprisés de ce pays de castes – et Michelin, notre grande transnationale du pneu. Thervoy Kandigai est un bourg du Tamil Nadu, État du sud de l'Inde. Il compte environ 1500 familles, qui vivent depuis toujours des pâturages et forêts proches de Thervoy. Tel est leur territoire, que Michelin s'apprête à détruire pour l'éternité avec cette usine. Non seulement la forêt, espace indispensable à la survie de cette population sans terre, est confisquée mais elle a déjà commencé à être détruite, risquant par la même de tarir les lacs approvisionnant les villages locaux en eau.»*

**Nous devons soutenir la Guerre Populaire en Inde car elle est le seul moyen par lequel les paysans et travailleurs, hommes et femmes, d'Inde pourrons trouver la voie vers une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression qu'ils et elles subissent tous les jours.**

**Nous devons condamner le rôle de l'impérialisme français en Inde en nous unissant à nos frères et sœurs de lutte.**



Cette réunion d'information est une réunion pour préparer la **Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire** qui se tiendra à Hambourg le 24 novembre 2012.

Nous organisons un départ commun. L'hébergement se fera sur place et sera pris en charge.

Si vous ne pouvez pas venir à cette réunion, **prenez contact avec le Comité de Soutien à la Révolution en Inde:** csrinde@yahoo.fr / csrinde.wordpress.fr

## Réunion d'information + diffusion d'un documentaire

## **Samedi 29 septembre 2012**

à 14 heures

**Au Local Dersim**

16 rue des Petites Ecuries Paris 10ème M° Strasbourg-St Denis

**Comité de Soutien à la Révolution en Inde**

csrinde@yahoo.fr ★ csrinde.wordpress.com

# Des échos du Canada : le «printemps érable»

*Voici le premier article d'une petite série sur le mouvement révolutionnaire au Canada qui connait aujourd'hui un développement intéressant. Ce développement récent repose sur le travail de longue haleine de militants révolutionnaires organisés avec des perspectives claires.*

*Pour commencer cette série d'articles que vous retrouverez dans les prochains numéros de la Cause du Peuple, nous allons nous pencher sur l'actualité : le «printemps érable» qui est parti de la lutte étudiante. Dans deux prochains articles, nous présenterons le Parti Communiste Révolutionnaire – Canada et les initiatives qu'il a mises en place, faisant écho au travail développé en France ; puis nous nous pencherons sur l'expérience du lien entre développement organisationnel et économique au travers d'une ferme dans la région de Québec.*

## Le «printemps érable»

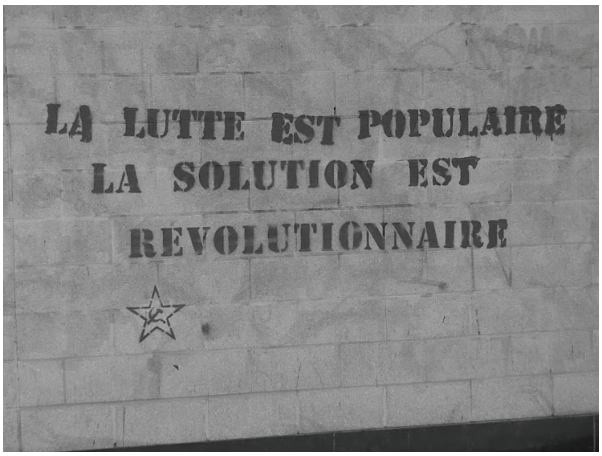
La lutte des étudiants et étudiantes au Canada, et particulièrement au Québec où le mouvement a connu un écho fort parmi l'ensemble de la population, a eu un retentissement international.

Le mouvement est parti du milieu étudiant en réaction à une «réforme» gouvernementale préconisant l'augmentation des frais de scolarité, conduisant de fait à une sélection accrue à l'université et piégeant directement les étudiants et étudiantes dans une dépendance au crédit pour financer leurs études.

Le mouvement a donc débuté en février et a commencé à s'étendre à toutes les universités de Montréal (à l'exception des universités anglophones). Devant l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement a choisi la répression. Mais après 2 000 arrestations, il a poursuivi en adoptant l'infâme projet de loi 78. Cette loi, entre autres, oblige les étudiants à participer aux cours, interdit le blocage des accès aux établissements d'enseignement et oblige la déclaration de tout rassemblement de plus de 50 personnes. Les amendes vont de 1 000 à 125 000$, pouvant être doublées en cas de récidive !

Comme le dit un tract du PCR-Canada, «Le 18 mai, le gouvernement Charest a démontré le vrai visage du système parlementaire et de l'État bourgeois. Il veut restreindre le droit de parole, le droit de contester et le droit de changer les choses… et ne permettre qu'une journée de «démocratie» tous les quatre ans.»

Lorsque le gouvernement a sorti cette loi, le mouvement s'est élargi à l'ensemble de la population et les questions posées ont pris une dimension bien plus importante. La pratique du «carré rouge» s'est également imposée. C'est-à-dire qu'au Québec, le fait de porter un carré rouge sur sa veste ou son sac détermine sa posture vis-à-vis du gouvernement et du mouvement. Dans la rue, il est possible d'identifier les sympathisants et sympathisantes du mouvement grâce à ce carré rouge, c'est le symbole d'une prise de position.




Une autre pratique faisant suite à cette loi fut le rassemblement quotidien sur la base de quartiers, dans lequel participants et participantes tapaient sur des casseroles. La casserole est donc devenue un symbole de la dimension populaire de la lutte. Cette pratique a permis une continuité du mouvement, son élargissement et son ancrage à partir de zones géographiques. Cet ancrage géographique s'est concrétisé par la formation de Comités de quartiers. Ces comités sont importants dans la continuité du mouvement car durant les vacances, le mouvement s'est mis «en pause», tout en restant un sujet d'actualité majeur.

Mais ce qui a le plus déstabilisé le mouvement étudiant fut la période pré-électorale pour l'Assemblée nationale du Québec. Nombre d'opportunistes ont ainsi clamé qu'il fallait attendre le résultat des élections pour reprendre la lutte et qu'elles étaient déterminantes au regard des revendications du mouvement. Or, comme l'affirme le PCR-Canada, «Le mouvement des quatre derniers mois démontre sans l'ombre d'un doute que c'est par la lutte, le combat et l'affrontement – et uniquement par ces moyens – qu'on peut placer l'ennemi sur la défensive et le faire reculer. Le gouvernement Charest, le parlement et l'appareil d'État qu'il dirige et représente sont présentement affaiblis et en perte de légitimité : c'est là une des grandes victoires du mouvement étudiant. En mettant de l'avant une solution électorale, la bourgeoisie cherche précisément à rétablir la légitimité et l'autorité de ses institutions.»

C'est là que les Comités de quartier ont acquis le rôle principal dans la continuité du mouvement. Ainsi, avec justesse, les camarades du PCR-Canada et du Mouvement Etudiant Révolutionnaire-PCR avancent le slogan de formation de Comités d'action politique. Par cette orientation, les comités de quartier deviennent un vecteur du mouvement populaire et permettent de continuer la dynamique du mouvement initié par les étudiants et étudiantes. Et en pratique, cela donne la formation récente du Comité d'action politique Sainte-Thérèse. Voici un extrait de leur déclaration : «Nous avons choisi de nous inspirer du meilleur des luttes populaires, étudiantes et ouvrières, en les unifiant dans un même projet politique de renversement du capitalisme et pour terminer, passer de l'unité dans nos actions à l'unité politique dans nos mots d'ordre, par le débat autour des perspectives politiques qui déferont le pouvoir bourgeois et prépareront le pouvoir populaire.»

La créativité, l'analyse concrète des situations concrètes et l'organisation autour de perspectives révolutionnaires caractérise l'action des Camarades du PCR-Canada dans cette grève étudiante. Cela doit nous inspirer ici dans le mouvement que nous devons mener de l'avant autour de la fermeture des usines et entreprises et de la vague de licenciements qui a déjà commencé. Le FRAP a déjà entamé ce travail, continuons le ensemble ! ★

# BLOODY ENGLAND !

## Années 1970 à 1990. Années de misère. Années Thatcher.

Une exposition du photographe britannique Chris Philip (chroniqueur attentif des années Thatcher) montre nuement toute l'horreur de la désindustrialisation dans l'Angleterre des années 1970-1990. C'est une véritable dévastation que subissent les classes populaires déjà pauvres avant.

**Rappelons que les années Thatcher ont signifié une dégradation exemplaire des droits politiques et sociaux de la population opprimée.**

Pour la résistance irlandaise, c'est la deuxième longue grève de la faim des prisonniers qui se termine par la mort dans d'atroces souffrances atroces de Bobby Sands et de ses compagnons. Et pour les syndicats des mineurs, ce fut une bataille acharnée et … perdue.

Deux documentaires accompagnent l'exposition et valent la peine de traverser l'avenue de Clichy.

**C'est aujourd'hui, c'est à Paris, et c'est terrifiant.**

On pense à Clairvaux, à Florange, à Aulnay, chez Doux, etc. ; chaque jour la liste qui s'allonge nous laisse sur l'impression qu'on n'en verra jamais la fin. Et on sort comme assommé au spectacle de l'exposition et des films.

**L'exposition photographique**

C'est une chronique en images d'une époque tragique, un récit qui décrit en quelques clichés les laissés-pour-compte du capitalisme. Le premier, pris en 1975, montre une rue proprette jouxtant un chantier naval de Wallsend, dans le Tyneside. Par-dessus émerge, signe de prospérité, l'immense coque d'un navire en construction. Le second, réalisé sous le même angle six années plus tard, montre la disparition du chantier et la chaussée désormais bordée de maisons en ruine.

Sur un mur on lit : « Ne votez pas préparez-vous a la révolution » (CPB(ML)).

D'autres clichés nous invitent à constater la violence du capitalisme déchaîné : un jeune homme recroquevillé contre un mur, glacé de froid. C'est trois ans avant l'arrivée au pouvoir de la Dame de fer à Tyneside, une ville de mono-industrie où les immenses chantiers navals ont fermé d'un seul coup, transformant l'endroit en une ville fantôme.

Autre portrait plus saisissant encore, puisque le cadrage a dissimulé la tête d'un homme au corps lourd, prostré sur un mur de briques. Il est au chômage, son pantalon est taché, ses chaussures usées, son pardessus élimé, les raccommodages sommaires, on comprend que sa femme est partie, drame qui s'ajoute aux autres. Une vie parmi d'autres qui a basculé avec la fermeture des chantiers navals.

Le dépliant qui accompagne l'exposition nous invite à aller voir, un peu plus loin, deux films documentaires concernant ces mêmes années du Thatchérisme florissant. Et ce sont deux documentaires terrifiants.




*«Ne votez pas préparez-vous a la révolution»*

Le premier nous emmène près de Newcastle, à Tyneside, une ville n'en finit pas d'agoniser.

C'est un film en noir et blanc mais il n'y a pas de blanc, juste du noir qui parfois vire un peu au gris. La bande-son nous laisse entendre soit un carillon plutôt gai sur ce fond de grisaille, soit un glas qui résonne lugubrement comme il se doit. On entend aussi des cris d'oiseaux qui viennent déchirer un ciel de pluie. Au fond, tout au fond, on entrevoit des bateaux qui passent. Et surtout, au premier plan, des grues parfaitement immobiles, inutiles et figées là, désespérément.

Une voiture cahote sur une rue défoncée. Elle nous conduit au pub. De toute évidence, c'est un pub de pauvres : murs décrépits, espace réduit, sièges fatigués. Mais l'ambiance est plutôt à la gaieté, on boit de la bière, on joue aux fléchettes et à une sorte de dominos. Une femme plus très jeune, portant sur ses traits une partie de la misère environnante, chante. Ce sont de vieilles rengaines d'amours passées que l'assemblée reprend en chœur. Un homme se lance aussi dans ce qui ressemble à un vieux chant de lutte. Tout le monde l'accompagne joyeusement. Tout le monde, c'est-à-dire apparemment de vieux ouvriers et leurs compagnes. Des plus jeunes s'écartent pour des amours rapides dans les friches voisines.

On regarde, un peu rassérénés par l'ambiance chaleureuse qui règne à l'intérieur. On n'a pas envie de ressortir dans la pluie, l'obscurité et la désolation.

Le deuxième nous emmène, toujours dans la même région d'Angleterre, à Bykers. C'est une petite ville construite en briques ; elle nous fait penser aux rues de nos corons dans nos villes minières. La misère suinte partout. Les enfants vont pieds nus dans la pluie et le froid. On apprend qu'on peut « avoir un bébé dans le ventre» et vraiment très faim le jeudi … quand le allocations-chômage ne tombent que le vendredi !

On est très pauvres de toute évidence mais solidaires : un anonyme achète une paire de chaussures à un enfant : elles sont trop petites, il n'ose rien dire et les souliers iront à son petit frère (famille de quatorze enfants) !

On se tient les coudes ; on n'a pas grand-chose mais on partage : c'est une communauté. Une communauté que les bulldozers de la démolition vont briser.

L'urbanisme associé au capitalisme ont leurs lois : les habitants seront dispersés et solitaires. Ils ont pourtant dit qu'il aurait suffi d'installer des sanitaires et le gaz … mais qui a voulu les entendre ! ★

# L'écho du fond des mines

*La Galerie Rue de l'exposition, propose une exposition sur le travail des mineurs en Roumanie. Il s'agit d'une exposition d'une vingtaine de photos prises en 2005 dans le bassin minier des Carpathes en Roumanie.*

*Laissons la parole à la photographe Gabriela Lupu qui nous décrit sa démarche*

**Carnet de Charbon,**

Je suis allée à la mine de Vulcan pour la première fois en 2005. Je me demande toujours comment j'ai atterri là, qu'est qui m'a poussé à aller à Valea Jiului ? Je ne connaissais personne à Valea Jiului, je n'avais jamais vu un mineur de charbon ; quand les mineurs sont descendus dans la rue à Bucarest en 1992, je n'avais pas la télévision ; mon père n'était pas mineur de charbon, je n'ai jamais vécu dans une région minière. Quelque chose m'a poussé à aller à Valea Jiului.

Bercée par le bruit du train avec des sièges en similicuir marron et froid, un monsieur avec un chapeau en fourrure me réveille «Mademoiselle, vous êtes arrivée à Vulcan !» Il savait que je vais descendre là, car il m'avait interrogée dès que je me suis assise en face de lui. J'arrive au centre ville. Je vois des barres d'immeubles gris et des gens dans la rue. Et maintenant, elle est ou la mine ? me demandais je. Je débutais en photo. J'étais naïve.

Je demande aux passants ou se trouve la mine ; ils me disent qu'elle est en dehors de la ville, qu'il faut prendre un bus. Je n'ose pas demander plus. Je ne sais pas quoi faire, j'attends. La chance fait que je vois un groupe d'hommes qui montent dans un bus. Je me rends compte que ce sont des mineurs. Je demande un ticket pour la mine, mais on ne paye pas de ticket pour aller à la mine ; personne ne va là bas pour regarder ; les mineurs ne payent pas le transport jusqu'à leur lieu de travail. Je suis à moitié assise sur ma chaise, je n'ose pas trop regarder les visages, je me sens dévisagée, je ne parle à personne. C'est ainsi que commence mon premier contact avec les mineurs de charbon et la région de Valea Jiului.

J'arrive finalement à la mine de Vulcan. Tout paraît en ruine. Tout a la même couleur rouille. Même le ciel. Dans la cour de la mine il y a des chiens qui n'appartiennent à personne. J'ai peur. Je rencontre le directeur de la mine, monsieur Surulescu. Un homme gentil qui aime la mine.

Il m'explique comment la mine est organisée et me donne des détails par rapport aux licenciements. Il demande à quelqu'un de m'accompagner pendant que je photographie. Ça fait un peu visite guidée. Mais je suis impressionnée par tout, tout attire mon regard, la situation me dépasse. Je photographie, je ne comprends pas tout ce que je fais. Je vois des groupes de mineurs bavarder, des mineurs attendant de descendre dans la mine, des mineurs sortant de la mine. Je visite la cantine, les vestiaires, les douches vides, la salle de pointage. Mais je ne comprends toujours pas comment ça marche.

Après deux jours de prises de vue je retourne en France. Je me suis retrouvée avec quelques belles photos, exotiques pour le coup, mais je n'avais rien compris.

J'effectue plusieurs voyages entre 2005 et 2010. Toujours de courte durée, pas plus de 10 jours. Mais je suis toujours accompagnée par quelqu'un quand je prends des photos. On me fait faire toujours le même trajet : cantine, vestiaires, lampisterie, salle de pointage, cage de descente. On finit le tour par les douches et les alentours de la mine. J'essaie à chaque fois de prendre le temps de regarder, de parler, d'écouter.

Dans mon dernier voyage je descends au fond de la mine. C'ést un privilège pour moi. Je n'ai pas peur car je suis persuadée qu'on ne va pas m'emmener dans des endroits dangereux. Il a fallu faire contrôler l'appareil, signer des papiers et s'habiller en mineur avant de descendre au fond. Je suis ravie de vivre une telle expérience.

Je suis bien sur accompagnée. Par un ingénieur qui inspire confiance et aime parler de ses enfants. Ça y est, je suis dans la cage. Il y a plusieurs mineurs. Il n'y a plus de lumière, ça sent l'humidité, ça descend vite. Je ne pense à rien. La cage bouge, ça n'a pas l'air sécurisé. De l'eau coule d'en haut. Je vois les murs défiler devant mes yeux, car parfois il y a de la lumière.

Au fond de la mine les gens sont presque solennels. Je sens le silence, le vent, l'humidité, la fragilité de la vie, le regard des visages noirs. Parfois j'oublie de photographier. Il y a des courants d'air dans certaines galeries. Il fait noir. Je ne peux pas photographier….

Valea Jiului est située à l'ouest de Roumanie, dans le massif des Carpates et regroupe six villes minières : Petrila, Aninoasa, Lupeni, Uricani, Vulcan et Petrosani. Les photos ont été prises à Vulcan et à Petrosani avec sa mine de Livezeni.

L'histoire de l'exploitation minière dans la Valée commence en 1840, connaît une période de gloire sous Ceausescu, pour arriver à la fermeture successive des mines à partir de 1999 jusqu'à présent.

C'est une histoire fort connue en Europe, celle des villes minières. Les mines sont devenues non rentables. La population d'une région entière est au chômage.

Pour la réorientation professionnelle la région mise sur le tourisme, mais la région manque toujours d'infrastructure.

Gabriela Lupu

---

Cette exposition fait écho directement avec la lutte des mineurs en Espagne, en Italie et au massacre des 34 mineurs d'Afrique du Sud.

En Espagne, plus de 8000 mineurs et leurs familles se battent contre «la mort de la mine». De nombreux combats ont eu lieu avec les flics, également lors d'une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personne à Madrid en juillet dernier.

En Italie, les mineurs de Sardaigne ont occupé un puits et ont obtenu que la dernière mine de charbon d'Italie ne ferme pas. Leur lutte a particulièrement été médiatisée lorsque devant les équipes de télévision, un mineur s'était taillé les veines après avoir déclaré : «Si quelqu'un a décidé de tuer les familles de mineurs, les femmes, les hommes, alors nous nous tuerons nous-mêmes !».

En Afrique du Sud, la police a ouvert le feu et a tué 34 mineurs grévistes et blessé 78. 223 mineurs grévistes d'Afrique du Sud sont toujours détenus en vertu d'une loi datant de l'apartheid qui permet au pouvoir d'inculper de meurtre toute personne présente sur le lieu d'une fusillade. Ils n'ont ainsi pas pu assister aux funérailles de leurs collègues abattus sauvagement par la police. ★

# La cause et l'usage,
## un petit film édifiant sur certaines mœurs électorales

Printemps 2008, Corbeille-Essonnes : Les élections municipales sont invalidées par le conseil d'Etat parce que le maire sortant, Serge Dassault, l'avionneur milliardaire, maire depuis 1995, est soupçonné de fraude.

Septembre 2009 : deux jeunes réalisateurs, originaires de cette ville, partent en quête de la parole publique lors du nouveau scrutin. De marchés en conseils de quartier, dans les cités, dans la rue, derrière les colleurs d'affiches, dans les réunions publiques, ils filment et écoutent la population qui va voter « démocratiquement » en régime bourgeois. Et on a vite l'impression qu'il s'agit d'une mascarade élective, dont tous les rouages sont exposés.

En effet, déclaré inéligible en mars 2008 pour avoir trop arrosé ses administrés lors du scrutin de 2008, Dassault repart en campagne pour soutenir son «candidat», un homme de paille.

La campagne est édifiante : corruption, démagogie, arrosage, promesses vaines à une jeunesse qui n'en peut plus d'attendre, qui une formation, qui un travail, ou tout simplement un peu d'espoir. Exemple : on assiste à une hallucinante réunion entre Dassault et des jeunes d'un quartier populaire : avec un paternalisme éhonté, le patriarche au bras long (merci au bon ami Bouygues) recueille les doléances et distribue des emplois (dans le bâtiment !) comme dans une vente à la criée.

Rien ne nous est épargné : les tournages de veste, les paroles de citoyens blasés, les discussions autour de la légitimité politique du candidat UMP homme de paille de Dassault, «la dénonciation du goulag» contre le candidat communiste, ceux qui acclament les méthodes peu orthodoxes du candidat UMP. Enfin on discute beaucoup de la façon dont le milliardaire dispose de sa fortune personnelle «pour faire le bien».

Lénine parlait de «farce électorale» : ici, c'est carrément ubuesque mais la satire est parfaitement documentée et on y croit. ★

# Nouvelle brochure : Pour un féminisme révolutionnaire

Cette de brochure de 48 pages retrace, en les résumant, les luttes des femmes en France et dans le monde pour leur propre libération et celle de leurs camarades hommes en même temps.

Elles est divisée en trois parties :

★ **Féminisme et lutte de classe en France hier et aujourd'hui ;**

★ **En avant pour la révolution socialiste et la révolution dans la révolution ! ;**

★ **Les femmes dans les guerres de libération nationale et les guerres populaires.**

*«Les victoires durement conquises se sont avérées parfois fragiles tant l'ennemi est entêté et a peine à renoncer à des avantages«acquis» et à l'exploitation. N'oublions pas cependant dans cette longue lutte encore inachevée que l'ennemi n'est pas le genre masculin dans son ensemble, mais les tenants du capitalisme et du patriarcat associés. Les femmes savent très bien que la solidarité des genres est nécessaire dans la lutte sur tous les fronts qui mènera à la victoire : la voie de l'égalité et de l'émancipation est inséparable du chemin vers le socialisme.»* ★




**Brochure à commander à**
drapeaurouge@yahoo.fr

*PAF 3€ + 1€ frais de port*

# abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

**NOUVEAU :** La Cause du Peuple est sur facebook à Pierre Overney, *rejoignez-nous !*


Imp. Spé.